Déclaration liminaire FSU 24
CDEN du 14 mars 2025

Madame la Préfète,
Monsieur le vice-président du CD,
Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et messieurs,

Des centaines de milliards pour l'armement, des mots glaçants du président, rappelant les heures les plus sombres de l'histoire, comme si les leçons de ce passé si proche et si meurtrier avaient été oubliées.

La France n'échappe pas à cette escalade guerrière, Emmanuel Macron en est le fer de lance en Europe. Pour l'armement, pas de restrictions, pas d'austérité, près de 100 milliards devront être trouvés. On nous parle d'économie de guerre, sacrifiant l'éducation, la santé, le logement, l'aide sociale… Comment accepter la fatalité de fermer des classes, des maternités, de raboter les salaires, les pensions, pour construire « des fusils » ? Une partie des dirigeants européens sont à la fois irresponsables mais aussi perfides, jouant dangereusement sur la peur des peuples.

À l'international, les désordres du monde atteignent un niveau tel que les pires dystopies semblent se réaliser. Aujourd'hui la chasse est ouverte, de l'Argentine à la Hongrie, de l'Allemagne à la France, les extrêmes droites poussent dans le même sens, la haine contre le fragile et contre le différent. Pour donner des gages au RN, notre premier ministre reprend d'ailleurs à son compte l'une des pires expressions de l'extrême droite, parlant de "submersion migratoire", distillant la haine contre « le pas normal », contre le maillon faible.

Ce même premier ministre qui a déclenché un double 49.3 pour faire passer un budget d'austérité continue de faire la part belle aux plus riches tout en réduisant de 25 milliards les dépenses et donc l'action publique. C'est toujours ce même ministre, et son gouvernement, avec l'aval du président, avec l'assentiment d'une majorité de parlementaires qui ciblent les fonctionnaires en les punissant financièrement d'être malades et en gelant leurs salaires.

A 6000 kilomètres de ce CDEN se trame un tournant historique glaçant : l'alliance, dans la première puissance mondiale, d'un pouvoir d'extrême droite xénophobe, climato-sceptique, misogyne avec les patrons milliardaires de la Big Tech. Pour décliner un capitalisme sauvage, continuer à accaparer les richesses, la démocratie est désormais devenue un problème. L'installation de gouvernements totalitaires reste la seule option. Pourtant, un ancien ministre éphémère comme M. Kasbarian s'est empressé de féliciter Elon Musk pour son accès au portefeuille de l'efficacité gouvernementale. Ce même Elon Musk qui, en utilisant la dérégulation de l'Intelligence Artificielle, cherche à subordonner la puissance publique.

Nous avons donc interrogé l'IA, sur l'état du service public d'éducation en France.
A la question : *« Pourquoi le service public d'éducation va-t-il mal en France ? »*

Chat GPT répond : *« 1. Sous-financement Le système éducatif souffre de sous-investissement. Bien que des efforts aient été faits, les budgets consacrés à l'éducation ne semblent pas suffisants pour faire face à l'augmentation des besoins. Les établissements scolaires, notamment dans les zones sensibles, manquent souvent de ressources matérielles et humaines. »*
C'est l'IA qui le dit… IA ne veut pas dire Inspectrice d'Académie…

Dans l'Éducation Nationale, le constat est accablant. La nouvelle ministre, à peine nommée, a déclaré ne pas être spécialiste des sujets dont elle a désormais la charge. Après le "choc des savoirs" imposé aux élèves et aux enseignant·es, nous voilà face à un "choc des amateur·es" au sommet de l'État. La France fait dans le développement durable, elle recycle les vieux ministres…

Les formules percutantes de nos ministres amuseraient les personnels de l'Éducation Nationale, sans nul doute, si nous n'entamions cette année 2025 avec une école publique toujours plus fragilisée et une situation plus qu'alarmante, pour les élèves comme pour les personnels.

Le constat est sans appel : les conditions de travail des enseignant·es se détériorent et les tensions dans les écoles se multiplient, notamment en raison de l'augmentation du nombre d'élèves en grande difficulté. Le manque criant de remplaçant·es et d'enseignant·es spécialisé·es empêche tout accompagnement efficace. La précarisation des personnels AESH persiste, tandis que les PIAL continuent de dégrader la qualité de l'accompagnement des élèves en situation de handicap.

Le budget présenté en décembre dernier avait tout d'une ultime provocation : 4000 suppressions d'emplois dont 3155 suppressions devaient concerner le premier degré. Au final, mais contrairement à ce que voudrait faire croire le gouvernement, l'école publique n'est pas épargnée dans ce nouveau budget : le schéma d'emploi présenté par la nouvelle Ministre de l'Éducation (la 6ème depuis 2022 !) n'a rien de satisfaisant puisque 470 postes sont malgré tout supprimés dans le premier degré. Pour autant, ce recul significatif de l'exécutif est à mettre au crédit des différentes mobilisations sur le sujet : alerte sociale déposée par la FSU-SNUipp dès octobre dernier, adresses aux parlementaires et grève de la profession enseignante le 5 décembre 2024.

Toutes ces actions ont concouru à mettre sur le devant de la scène la nécessité de profiter de la baisse démographique pour améliorer aussi bien les conditions de travail des personnels que les situations d'apprentissage des élèves dans une école au bord de la rupture.

Malheureusement, nous sommes encore bien loin du compte, car aucun plan d'urgence n'est envisagé pour l'école. Et pourtant, le constat partagé de la baisse démographique doit cesser d'être instrumentalisé à des fins budgétaires. Au contraire, profiter de ce contexte démographique en l'accompagnant de créations de postes permettrait de réduire le nombre d'élèves par classe et par là de se rapprocher de la moyenne des pays de l'OCDE ; car dans le premier degré, la France bat toujours le triste record des classes les plus chargées parmi les 22 pays de l'Union européenne membres de l'OCDE.

En Dordogne, la carte scolaire dans le premier degré et la répartition des moyens dans le second degré s'annoncent une fois encore marquées par des fermetures de classes et de postes qui aggraveront très certainement la situation dans de nombreuses écoles, collèges et lycées.

Mme l'Inspectrice, vous faites avec les moyens du bord, et de moyens, vous n'avez pas, au contraire, on vous en retire. Comment construire une école ambitieuse avec une telle dotation ? Comment baisser réellement le taux d'encadrement, abonder le remplacement, reconstruire les RASED, expérimenter des dispositifs innovants ? C'est impossible et vous le savez comme nous.

Vous savez aussi que la Dordogne est un département et un territoire pauvre. Économiquement, socialement, culturellement, humainement, les difficultés s'accroissent ici aussi. Si l'école ne peut pas tout résoudre ni tout absorber, elle reste dans chaque commune où elle subsiste encore, un des derniers remparts contre l'obscurantisme portant haut et fort les valeurs de la République.

Nous exigeons un véritable plan de soutien pour les écoles rurales, garantissant leur maintien et leur développement, plutôt que leur disparition progressive programmée. L'éducation ne peut être une variable d'ajustement budgétaire.

Enfin, nous ne pouvons passer sous silence la crise profonde du dialogue social dans l'Éducation Nationale. Les décisions sont prises sans consultation réelle des personnels et des organisations syndicales, et les suppressions de classes et de postes se succèdent année après année sans considération pour les réalités du terrain.

Dans quelques minutes, nous allons débattre de la carte scolaire. D'un côté, certaines écoles pourraient voir leur fonctionnement s'améliorer par l'ouverture d'une classe. De l'autre, de nombreuses écoles sont susceptibles de perdre une classe. Ce n'est pas seulement une donnée dans un tableau : la fermeture de postes, donc de classes, entraîne un·e collègue contraint·e de quitter l'école, une réorganisation de la répartition, des conditions de travail dégradées, des personnels territoriaux impactés, etc…
Madame l'Inspectrice, nous vous demandons de prendre soin de l'école, des élèves, des classes et évidemment des personnels, dont nous sommes les représentant·es.
En 2025 et dans les années à venir, nous refusons que les conditions de travail des personnels et des élèves soient sacrifiées au profit de la course à l'armement et de la folie guerrière. Nous portons et prônons la seule voie qui est la paix et nous terminerons cette déclaration par une citation de Nelson Mandela « L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde ».